

La citoyenneté au cœur de l'équation sécuritaire

Il existe des vocables ou tout simplement des mots qui sont particulièrement familiers à l'individu, il les prononce tous les jours, parfois machinalement, à force de les utiliser, et il souhaite les voir se concrétiser dans leur acception la plus large au bénéfice de soi-même et de ses semblables. Ces mots sont : paix, sécurité, tranquillité, quiétude, en plus du terme ô combien magique, santé.

Dans la vie quotidienne, il s'agit de situations où l'homme se retrouve à l'abri du danger, rassuré, paisible, avec le sentiment de n'avoir rien à craindre pour sa personne physique, pour ses proches, pour ses biens, en tout lieu et en toute circonstance. Tous les êtres vivants de la terre, là où ils se trouvent et quel que soit leur statut social, ne peuvent survivre sans la paix, la sécurité et la protection sanitaire bien évidemment. Depuis la nuit des temps, sous tous les cieus et jusqu'à ce que Dieu hériterait de la terre et de ce qu'elle porte, la sécurité a en fait constitué et constituera toujours le fondement du progrès et du développement des peuples.

Il demeure entendu que si la loi fait effectivement obligation aux fonctionnaires de police d'accomplir certains actes de sûreté, de contrôle, de surveillance, de vérification qu'elle a clairement définis, elle exige d'eux au même titre d'effectuer ces actes dans le strict respect des règles irréfragables de la loi dont certaines sont inscrites dans les textes de nos Constitutions depuis l'indépendance que complète et explicite davantage la nouvelle Constitution adoptée le 7 février 2016, notamment dans ses articles 24 à 48.

Notre culture ancestrale nous enseigne en tamazight que «**lehna teghlebl lehna**», soit : la paix est prépondérante sur la richesse. En tant que musulmans, lorsque nous saluons quelqu'un, nous lui disons «**essalam alaï-koum**», que la paix soit sur vous, en d'autres termes, que la paix vous accompagne, cela lui apporte la sérénité et le bonheur. Sidna Ibrahim s'adressa à Dieu dans sa fameuse imploration, en disant : «**Ô ! Mon Dieu, Faites que cette terre soit en sécurité et Donnez à ses enfants de quoi se nourrir.**» Ce qui signifie tout simplement que la paix et la sécurité viennent en tête de liste des besoins primordiaux, vitaux de l'homme, avant le pain, alors que sans nourriture, il est difficile de survivre longtemps. L'explication tient au fait qu'une personne qui n'est pas en sécurité, qui a peur de s'exposer à un danger quelconque, ne peut sortir de chez elle pour aller travailler et gagner son pain ainsi que celui de sa famille.

L'absence totale de crainte de quelque nature que ce soit, la crainte pour son intégrité physique, pour son honneur, sa dignité, sa liberté, ses droits fondamentaux, procure à l'homme une quiétude morale et un équilibre psychologique infinis. De fait, «**l'homme est un être social de par sa nature et sociable de par son caractère**», comme l'affirmait magistralement en son temps Ibn Khaldoun. Par conséquent, il ne peut être totalement en sécurité qu'à travers les liens qui le rattachent à la société et qu'il entretient directement avec son groupe social. Ces liens multiformes qui sont essentiellement fondés sur l'équation des droits et des devoirs, sur la citoyenneté bien comprise et bien assumée, la conscience collective d'appartenance à une communauté de destin, à une histoire commune, à un espace géographique partagé, le respect mutuel, tout cela se traduit inéluctablement par le rapprochement, la cohésion, la solidarité et l'entraide entre les membres de la même société.

Dans son acception la plus large et la plus globale, la sécurité se confond avec la stabilité qui couvre l'ensemble des aspects de la vie d'une société aussi bien au plan politique, économique que social et culturel. Pour l'homme, c'est la sécurité qui lui garantit les autres conditions indispensables à son bien-être et à son épanouissement psychologique et matériel qui sont, à l'évidence, le respect de sa dignité humaine, sa valeur et ses droits fondamentaux de citoyen à part entière, sa liberté d'expression et de mouvement, le respect de ses convictions religieuses et politiques, la concrétisation de son droit au logement, au travail, à

la scolarité de ses enfants, l'accès aux soins et aux loisirs, le droit à une vie décente de façon générale. Un Etat en mesure de garantir à ses citoyens et à ses institutions la sécurité et la stabilité souhaitées peut occuper une place honorable dans le concert des grandes nations. Cette capacité constitue en effet, pour un pays, l'une des principales conditions qui déterminent dans une large mesure le respect et la considération des autres pays de la planète.

Depuis que l'homme est sur terre, il a toujours ressenti le besoin de s'aménager un espace vital doté d'un minimum d'organisation communautaire qui puisse lui garantir la paix et la sécurité nécessaires à une vie commune au

sein de laquelle chaque individu jouit de la protection qui lui est indispensable pour être utile aux siens et à son groupe social. En fait, toutes les sociétés humaines se sont constituées dans le but de surmonter les difficultés de la vie sur la base de la reconnaissance et du respect de la valeur de chacun, de l'intérêt mutuel et du partage des préoccupations, des souffrances, des espoirs, du bonheur comme du malheur. La vie commune exige que chaque citoyen sache exactement ce qu'il doit faire pour consolider la cohésion de son groupe social et ce qu'il ne doit pas faire pour ne pas troubler l'ordre public et la stabilité sociale. D'où la considération par toutes les sociétés humaines se voulant organisées de tout acte portant préjudice à l'ordre établi et/ou aux libertés individuelles et collectives, aux intérêts et droits d'autrui, comme étant un acte illicite et par conséquent répréhensible par des moyens légaux connus et reconnus de tous.

C'est dans cette optique qu'en plus de l'arsenal des lois et réglementations, perpétuellement modifiées et complétées compte tenu des nouvelles exigences induites par l'évolution rapide que connaît le monde dans tous les domaines, les Etats se sont constamment évertués à mettre en place des institutions et des organismes spécialement chargés de l'application des lois et règlements, de constater les infractions et d'en rechercher les auteurs afin qu'ils puissent répondre de leurs actes devant la justice : **c'est la police**, dont la mission est de veiller à ce que les citoyens soient réellement policés de nos jours. Le recours à la police, dans tous les espaces de la vie publique, constitue la première réaction parfois instinctive du citoyen qui se sent lésé ou troublé dans l'un de ses droits essentiels ou simplement pour se renseigner ou se rassurer.

Ce recours est beaucoup plus fréquent et plus dense chez nous ces dernières années à la faveur de la confiance que manifestent de plus en plus fortement nos concitoyens aux services de police qui ne cessent de déployer des efforts méritoires pour renforcer les relations police-public, avec la conviction que la solidité de ces relations subordonne tout succès dans la garantie de la paix et de la sécurité publique. Il demeure entendu que si la loi fait effectivement obligation aux fonctionnaires de police d'accomplir certains actes de sûreté, de contrôle, de surveillance, de vérification qu'elle a clairement définis, elle exige d'eux au même titre d'effectuer ces actes dans le strict respect des règles irréfragables de la loi dont certaines sont inscrites dans les textes de nos Constitu-

tions depuis l'indépendance que complète et explicite davantage la nouvelle Constitution adoptée le 7 février 2016, notamment dans ses articles 24 à 48.

Pour illustrer davantage l'importance primordiale du facteur sécuritaire dans le développement d'une nation, il suffit à mon sens de se référer aux années d'insécurité et de terreur qu'a traversées l'Algérie durant la décennie noire, pour se convaincre définitivement que rien de positif ne peut se faire, tant au plan individuel que collectif, dans un climat caractérisé par la peur, l'angoisse et l'inquiétude.

Ma certitude est que le citoyen algérien qui a vécu les affres de cette maudite période est mieux placé et surtout censé être plus conscient que quiconque pour comprendre que la sécurité est un facteur irremplaçable dans le processus d'évolution du pays. C'est dire que ce citoyen a le devoir de s'investir pleinement dans toute démarche visant à améliorer les conditions de sécurité et de stabilité sociale pour peu qu'on lui offre les espaces et les dispositifs novateurs lui permettant d'apporter sa contribution à l'effort destiné à la garantie de l'ordre public et à la protection des biens et des personnes, effort dont il sera le premier à en cueillir les fruits.

En réalité, la donne sécuritaire, pour tous les pays du monde, prend de nos jours une dimension complexe tant au niveau local que régional et mondial, au regard des nouvelles formes de criminalité induites par l'utilisation des technologies modernes mises en œuvre pour le bonheur de l'humanité et qui se traduisent, dans les faits, par des actes criminels inimaginables il y a quelques années seulement. Cette complexité se vérifie à travers ce que nous rapportent quotidiennement les médias sur la propagation de quantités alarmantes de différents types de drogues et de psychotropes, les enlèvements d'enfants, le commerce d'organes humains, les échauffourées qui opposent des bandes de jeunes utilisant les armes blanches, y compris les sabres, les suicides, les fermetures de routes, le blocage de sièges d'administrations publiques, la cybercriminalité, le blanchiment d'argent, la contrebande de toutes sortes qui sévit notamment à nos frontières sud et ouest et qui donne du fil à retordre à notre vaillante armée et à tous les autres services de sécurité mobilisés nuit et jour. A tout cela s'ajoutent les dangers réels du terrorisme qui, malgré sa débâcle en Algérie, continue de considérer notre pays comme cible privilégiée, ce terrorisme sans frontières dont les liens avec les officines du crime international organisé sont avérés et même étroits. Lorsque nous observons ce qui se passe actuellement dans la zone subsaharienne, en Libye et plus loin en Irak, en Syrie, au Yémen, dans tout le Moyen-Orient, en Europe et ailleurs, l'on se rend compte qu'on est réellement devant une situation inextricable

Face à une telle situation, les pouvoirs publics semblent décidés à adopter désormais une approche beaucoup plus globale se traduisant par la mise en œuvre d'une gouvernance nationale en matière de prévention et de lutte contre la criminalité dans toutes ses manifestations. Une telle approche tend à allier judicieusement prévention et répression, notions qui se complètent et dont l'une ne va pas sans l'autre.

qui est le résultat d'une stratégie préméditée de déstabilisation et de destruction de nombreux pays, stratégie mise en œuvre assurément par ceux qui s'allient aujourd'hui tambour battant pour lutter contre des monstres qu'ils ont eux-mêmes créés, selon toute vraisemblance. Dans cette stratégie diabolique, l'Algérie, qui a combattu ce terrorisme en comptant sur ses seules capacités et sur la mobilisation et l'unité de son peuple, figure toujours sans aucun doute au tableau des pays à disloquer, à mettre à genoux coûte que coûte, à brûler.

Face à une telle situation, les pouvoirs publics semblent décidés à adopter désormais une approche beaucoup plus globale se traduisant par la mise en œuvre d'une gouvernance

nationale en matière de prévention et de lutte contre la criminalité dans toutes ses manifestations. Une telle approche tend à allier judicieusement prévention et répression, notions qui se complètent et dont l'une ne va pas sans l'autre. En matière de prévention, il s'agit en fait de mener une action concertée et volontariste avec l'ensemble des acteurs de la société civile contre tous les germes et ingrédients de la délinquance, mission que les services de sécurité ne peuvent à eux seuls assumer quels que soient leur professionnalisme, leur performance ou leur effectif. Cette démarche ne saurait à mon sens être payante qu'à travers une politique publique démocratiquement élaborée et scientifiquement déclinée dans ses fondements et ses applications. Cela suppose à l'évidence l'élaboration d'une feuille de route à court, moyen et long termes, définissant clairement qui doit faire quoi, quand et comment.

En matière de répression, les institutions concernées représentées par les services de sécurité et l'institution judiciaire mettent actuellement les bouchées doubles pour renforcer leurs capacités humaines, acquérir les moyens matériels et scientifiques nécessaires, adapter les méthodes de travail aux nouvelles exigences qu'impose l'évolution de la criminalité et enfin adopter les dispositifs idoines leur permettant d'agir ensemble dans la concertation et la synergie. Il demeure évident que le citoyen constitue dans ce cadre précis la pierre angulaire, le pivot autour duquel s'articulent toutes les actions susceptibles d'être menées avec succès tant en termes de prévention que de répression. Il est parfaitement clair que le rôle attendu du citoyen, aussi indispensable soit-il, n'est pas là pour suppléer l'action des organismes de sécurité et de justice pénale concernés. Ce rôle doit se concrétiser d'abord par une assimilation correcte par ce dernier du concept de citoyenneté et de ses multiples implications. Cela signifie en d'autres termes que le citoyen doit être pleinement conscient de son appartenance à une nation, à un peuple, à une histoire ancestrale, à un passé aussi glorieux qu'immortel dont il doit s'enorgueillir et s'inspirer pour mieux s'armer afin de contribuer à l'édification nationale à travers un comportement utile et positif au sein de la société. La relation d'appartenance à une patrie ou à une société implique indubitablement pour les membres de ladite société des devoirs incompressibles et non facultatifs parmi lesquels l'obligation de respecter en toutes circonstances les lois et règlements régissant la vie en communauté. Un citoyen, qui respecte strictement la loi dans ce qu'elle ordonne, permet ou interdit, est déjà un citoyen positif qui facilite la tâche aux services de sécurité, car l'atteinte à l'ordre public, à la liberté et aux droits d'autrui commence toujours par le non-respect des lois. Cette attitude positive et librement consentie du citoyen doit le

Par Kasmi Aïssa*

K. A.
*Ancien cadre supérieur
de la Sûreté nationale
akasmi05@yahoo.fr